

19 mai 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de clôture du Président de la République lors de la conférence ministérielle « No Money For Terror ».

Emmanuel MACRON

Monsieur le ministre, merci beaucoup pour l'accueil.

Je remercie l'ensemble des équipes de Bercy et tous les services qui, sous votre autorité, ont accueilli cet événement.

A la fois les travaux du G7 avec l'ensemble de vos homologues [du G7] et des nations qu'on a souhaité accueillir, et puis beaucoup de vos homologues qui sont là pour cette réunion.

Mesdames et Messieurs les dirigeants et dirigeantes d'organisations internationales,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les ambassadrices, ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les directrices et directeurs,
Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités.

Je suis très heureux, d'abord, de revenir à Bercy, maison qui m'est familière et que j'aime beaucoup, [et d'y retrouver] des gens remarquables qui y travaillent, de retrouver le ministre entouré de plusieurs de ses collègues du Gouvernement avec tant de ses homologues ici pour cette 5ème édition de la conférence « No Money For Terror ». Malheureusement pour moi, quand on est vétéran dans ce métier, on peut se souvenir des anciennes réunions, et donc je me souviens très bien de la première de ces réunions en 2018 à l'OCDE, où nous avons lancé cette initiative avec plusieurs d'entre vous. Je pense que c'est très important que le travail se soit poursuivi et que, huit ans plus tard, nous nous retrouvions, pouvant constater tout ce qui a été fait, mais aussi tout ce qui nous reste à faire.

En m'adressant devant vous aujourd'hui, en vous disant ma gratitude pour tous les ministres qui sont présents et tout le travail fait, je veux évidemment avoir une pensée pour les victimes de tous les attentats terroristes que nos pays, nos populations ont subi durant ces dernières années, parfois ces derniers mois, ainsi qu'à leurs proches.

Cette conférence est un rappel que la mobilisation ne faiblit pas et que la communauté internationale est décidée à véritablement aller au bout et lutter sans relâche contre le terrorisme sous toutes ses formes, et la criminalité qui l'accompagne, et qu'évidemment, la partie financière est ô combien importante dans cette lutte. Cette conférence a mobilisé de manière très large, et on le voit bien, durant toutes ces dernières années, beaucoup a été fait.

Nous avons, depuis l'édition de 2018, donné une impulsion considérable. Une impulsion d'abord qui a créé une dynamique, un véritable mouvement pour lutter contre le financement du terrorisme. Il a conservé tout son élan grâce à l'engagement de l'Australie, de l'Inde, de l'Allemagne, qui ont pris l'initiative d'organiser de nouvelles éditions, des rendez-vous « No Money For Terror », ainsi que celui de toutes les délégations qui ont pris part à ces événements importants.

La présence en ces murs aujourd'hui de près de 90 pays et organisations internationales issus de tous les continents témoigne encore de ce que la lutte contre le financement du terrorisme est une priorité de tous et un combat mené de concert par la communauté internationale.

On le voit bien, depuis 2018, on a réussi vraiment à mobiliser, à élargir le cercle, à avoir une action d'autant plus efficace qu'elle englobe une quasi-totalité de la communauté internationale. Cette approche unie, coordonnée, est la seule à même de faire obstacle aux organisations terroristes structurées et financées à l'échelle internationale.

Nous savons que chaque pays qui manque, c'est un angle mort dans lequel viennent s'engouffrer les groupes terroristes. Il est donc absolument essentiel de continuer à élargir ce cercle et à poursuivre cet élan de mobilisation qui est déjà le premier succès de ces huit dernières années. Je sais que votre réunion aujourd'hui fut précédée d'un intense travail préparatoire qui a fait intervenir les experts de la société civile, les organisations humanitaires intervenant dans les territoires les plus touchés, les acteurs privés en situation de détecter et prévenir des tentatives de financement du terrorisme. Tous ont répondu présents, et c'est très important.

En même temps qu'il y a une mobilisation géographique la plus large possible, la mobilisation de tous les secteurs et de tous les acteurs est essentielle. Elle a structuré, j'y reviendrai dans un instant, le modèle français. Elle continue de le structurer. Mais il est important que, dans tous les pays, on continue d'engager l'ensemble des partenaires privés pour, évidemment, attraper ces flux financiers qui nourrissent le terrorisme.

La première conférence « No Money For Terror » avait en outre abouti à l'adoption d'un agenda de Paris comme ambitieuse feuille de route, dont votre réunion aujourd'hui fut l'occasion d'un important travail de bilan. Une étape cruciale a été franchie un an après la première conférence à Paris avec l'adoption, sous la présidence française du Conseil de sécurité des Nations unies, de la résolution dite 2462, la première résolution des Nations unies intégralement dédiée à la lutte contre le financement du terrorisme. Celle-ci reprenait largement cet agenda de Paris et ce qui avait été fait par vous-mêmes ou vos prédécesseurs en 2018. Depuis, les États du monde entier ont l'obligation d'incriminer le financement du terrorisme selon une définition commune à tous, intégrant les nouvelles menaces et un niveau d'exigence à la hauteur de l'enjeu. Sur cette base, les pays ont considérablement renforcé les instruments à leur disposition, que ce soit par la création de cellules de renseignements financiers, par le renforcement des obligations de transparence de chaque transaction ou encore par la modernisation des cadres légaux permettant un partage d'informations entre partenaires le plus rapide possible, efficace et sûr. A titre d'illustration, pour montrer que ce travail continue, je veux saluer le MoU signé entre Tracfin et son homologue marocain à l'occasion de cet événement qui permet justement d'avancer.

Durant toutes ces années, nous avons continué dans tous vos pays, côté français aussi, à avancer sur la base de cet agenda. Je veux saluer le travail de nos services de renseignement intérieur et extérieur, de nos services enquêteurs [et] de nos magistrats, qui, durant toutes ces dernières années, ont consolidé la lutte contre le terrorisme. Cette lutte est profondément interministérielle : l'Intérieur, la Justice, avec aussi la pénitencière, les services financiers, les services sociaux aussi, [qui] constituent cet ensemble que nous avons su regrouper en bâtissant aussi une coordination de notre renseignement et de la lutte contre le terrorisme basée à l'Élysée, qui a été construite en même temps que la première réunion à la première conférence de « No Money For Terror ».

Tout ça a été, si je puis dire, l'édifice que nous avons consolidé en franco-français ces dernières années, avec un parquet national antiterroriste, avec des services spécialisés, un chef de filât donné à la Direction générale de la Sécurité intérieure et une coordination de toute une communauté du renseignement et de tous les services.

Tout ça nous a rendus beaucoup plus efficaces, et je sais que beaucoup de vos pays, chacun prenant sa voie, ont aussi renforcé ce travail, et la coopération a permis, justement, de consolider tout cela.

Nous avons renforcé aussi notre mécanisme national de gel d'avoirs. Nous avons mobilisé davantage pour faire des régimes de sanctions antiterroristes européens et onusiens des outils efficaces durant cette période, dans la lignée des résolutions 1373 et 2462 du Conseil de sécurité. Puis, nous avons aussi, au niveau européen, continué le travail et renforcé ce travail de manière très structurante durant ces dernières années. Tout ça est venu aussi consolider et réitérer le rôle central que joue le groupe d'action financière, le GAFI. Je crois que vos discussions de cet après-midi confirment que son rôle est plus que jamais essentiel contre le financement du terrorisme. Créé il y a 37 ans sous l'impulsion du G7, sous présidence française, c'est aujourd'hui un outil incontournable, qu'il s'agisse de l'émission de normes de référence, véritable boussole de l'action des États contre la criminalité financière, qu'il s'agisse aussi de l'évaluation régulière de l'efficacité des pays à lutter contre le financement du terrorisme et les autres flux financiers illicites, indispensables à assurer la crédibilité de nos engagements.

Au plan opérationnel, le groupe Egmont poursuit également sa mobilisation pour garantir la coopération efficace des cellules de renseignements financiers du monde entier contre le financement du terrorisme.

Donc oui, nous avons ces dernières années consolidé à la fois la norme, mais de manière très opérationnelle les liens entre nos services avec de véritables résultats. Nous nous sommes aussi engagés derrière le GAFI. La France s'était engagée lors de notre premier rassemblement à rehausser sa contribution volontaire au GAFI, et nous renouvelons une fois encore notre contribution volontaire à hauteur de trois millions d'euros pour l'exercice 2025-2027. Alors si l'Agenda de Paris conserve en 2026 sa pertinence, si vous avez collectivement beaucoup œuvré ces dernières années pour améliorer la lutte contre le financement du terrorisme, nos efforts sur plusieurs priorités doivent continuer de se porter et je voudrais revenir sur juste trois d'entre elles pour ne pas être trop long.

La première, elle me paraît tout à fait critique et doit alimenter les travaux du G7 et la coopération opérationnelle entre nous. C'est la question des innovations financières et de la lutte contre les paradis réglementaires. En effet, les innovations financières, et en particulier les cryptoactifs, sont porteuses de progrès et d'opportunités indéniables pour nos sociétés. Mais leur mésusage à des fins terroristes constitue un risque : reposant sur le pseudonymat, elles favorisent l'opacité et peuvent donc être détournées. Alors, nous avons des stratégies nationales sur ces cryptomonnaies, sur ces cryptoactifs. Plusieurs sont d'ailleurs en avance et aux avant-postes. Je sais toutes les réflexions, parfois en termes de non-régulation, de dérégulation sur ce sujet, qui peuvent paraître parfois très attractives. Mais enfin, une chose est sûre, c'est que c'est un instrument massif de contournement de toutes les règles que nous nous sommes données.

Je le dis avec beaucoup de gravité : si nous laissons un continent émergent totalement hors de régulation, hors des instruments que nous avons développés, d'abord, *de facto*, nous serons complices d'activités terroristes, coupables ou de criminalités organisées. Mais surtout, dès l'année prochaine ou l'année suivante, nous aurons des débats légitimes qui viendront d'acteurs régulés qui nous diront : « Vous ne nous apportez plus le *level playing field* », comme on dit en bon français. « Vous nous imposez toutes les règles et, à côté, vous nous créez des compétiteurs qui n'en ont plus aucune ». Il n'y a pas de monde soutenable, en paix, de régulation et de stabilité financière pour nos pays si, en quelque sorte, nous réinventons un *Far West* que nous avons régulé. Nous avons connu un monde financier sans régulation aucune. C'est celui-là même qui nous a conduits progressivement à réguler nos acteurs par des règles de soutenabilité, de liquidités, par aussi des règles de transparence pour traquer les flux illicites et le financement d'activités illicites.

Ne laissons pas s'installer autour des cryptoactifs une forme d'opportunité pour les criminels et les terroristes ou de voie de détournement des règles que nous avons créées. C'est le sens des travaux que nous avons engagés en France et en Europe pour faire de l'Europe une place forte de l'innovation dans le secteur, mais aussi pour réguler, rendre plus transparent.

À cet égard, plusieurs d'entre vous, je pense à nos amis du Golfe qui ont beaucoup développé ces activités, qui ont aussi eu des premières autorités de régulation, peuvent échanger aussi de manière très transparente et utile avec nous. Je salue tous les acteurs privés qui s'engagent dans cette démarche. Je les invite à le faire en France, gage aussi de bonnes régulations, mais nous devons absolument développer ce travail et le faire de manière commune.

Je pense qu'il est très important que le groupe que vous représentez, compte tenu de vos compétences et du fait qu'il y a tous les acteurs pertinents, avec justement une géographie là aussi pertinente qui est ici présente, le fasse dès maintenant ensemble. C'est la clé du succès. C'est ce cercle-là que vous représentez aujourd'hui, qui permettra de définir la bonne régulation au bon niveau, tout à la fois efficace pour lutter contre le financement du terrorisme et proportionnée pour continuer à laisser l'innovation prospérer. Parce qu'à côté de ça, ces cryptoactifs permettent de redonner de la liquidité, permettent des échanges aussi plus facilement, permettent de réduire certains frais pour de la circulation monétaire et financière entre plusieurs géographies, et c'est une source d'innovation. Mais il ne faut pas la laisser être détournée. Il nous reviendra collectivement, en particulier, dans le cadre du GAFI, de nous assurer de la mise en œuvre d'une régulation adéquate, harmonisée, sur des services sur cryptoactifs.

Là, le message est clair.

Ne laissons pas des paradis réglementaires nouveaux se développer alors que nous avons mis tant d'années à combattre ce qui préexistait.

La deuxième priorité que je voulais ici mentionner pour les années à venir, ce sont les interactions maintenant clairement identifiées entre la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Tous ces derniers mois, nous avons conduit en France ce travail. Le ministère de l'Intérieur, le garde des Sceaux ici présent, la ministre déléguée ici présente et les services de Bercy - je pense évidemment aussi à Tracfin, comme d'ailleurs aux collègues de la sphère sociale - ont beaucoup œuvré pour bâtir une stratégie de lutte contre la criminalité organisée. Nous l'avons fait en nous inspirant très profondément de ce qu'on avait bâti ces dernières années dans la lutte contre le terrorisme. Nous l'avons fait en identifiant que, dans de plus en plus de géographies, la connexion entre la criminalité organisée et le terrorisme est croissante. Nous avons bâti une organisation nouvelle avec un chef de filât. Je le disais : [pour] la lutte antiterroriste, nous avons confié le chef de filât à la Direction générale de la Sécurité intérieure. Nous avons, en septembre 2025, donné à la Direction nationale de la police judiciaire le chef de filât de la lutte contre la criminalité organisée. Comme nous avons bâti un parquet national antiterroriste, nous avons bâti un tout nouveau parquet national anticriminalité organisée. Nous avons aussi créé une structure avec un État-major de lutte contre la criminalité organisée rassemblant l'ensemble des services de l'État, travaillant de concert, mutualisant les moyens et les informations, et permettant d'être beaucoup plus efficaces dans cette lutte contre la criminalité organisée.

C'est ce travail qu'il nous faut conduire, je le crois très profondément, à l'échelle internationale et dans le cadre de ce forum. Plusieurs pays représentés aujourd'hui ont clairement alerté, à juste titre, sur les porosités qui existent entre financement du terrorisme et criminalité organisée. Nous l'avons constaté, nous l'avons fait avancer sur l'agenda national. Le GAFI, d'ailleurs, a toujours été vigilant à cet égard, et c'est pourquoi, il nous faut maintenant bâtir des coopérations nouvelles pour renforcer notre action. La criminalité organisée, toujours prompte à intégrer les innovations financières à ses modes de fonctionnement, peut aussi vendre son expertise et ainsi offrir aux entités terroristes la voie vers de nouvelles opportunités de financement illicites. Il faut nous garder de toute approche en silo.

Donc, de la même manière que nous avons structuré une réponse nationale qui vise à garantir l'interministérialité et la plus grande efficacité, il est très important de faire circuler le travail entre la lutte contre la criminalité organisée et la lutte contre le terrorisme. Il est important de le faire aussi dans vos enceintes, de multiplier les coopérations entre services de renseignement, de multiplier les échanges d'informations pertinentes et de multiplier les coopérations en matière judiciaire entre les réseaux identifiés. Si nous voulons démanteler les hydres qui souvent fonctionnent, et de plus en plus, entre plusieurs pays, avec une capacité d'adaptation extraordinaire, il nous faut, nous, redoubler de capacités d'innovation et être extrêmement rapides, transparents, et ouvrir les circuits d'information entre, parfois, ces différents silos.

La troisième priorité sur laquelle je voulais insister, c'est ce que j'appellerais l'emprise territoriale. Certaines organisations terroristes sont en mesure de générer des revenus importants par le contrôle qu'elles exercent sur un territoire même de superficie limitée. Nous ne pouvons ignorer les méthodes mises en place par des filiales de l'État islamique, d'Al-Qaïda en Afrique ou de Boko Haram, ou au Moyen-Orient ou en Asie, qu'il s'agisse d'extorsion de population, de pillage de ressources naturelles ou sur le continent latino-américain, d'enlèvement contre rançon. Contre les emprises territoriales terroristes, nous devons redoubler d'efforts et redoubler aussi notre soutien aux institutions légitimes. Ce soutien doit être total. L'ambiguïté ne doit jamais exister. Les médiations avec un tel ou un tel ne sont jamais légitimes. Dans la bataille que nous menons - et cela vaut aussi pour la lutte anti-terroriste de manière tout à fait militaire, c'est ce que nous faisons en coopération en apportant notre soutien à plusieurs États d'ailleurs africains, [soutien que nous avons] renforcé ces derniers mois. Comme en matière de lutte contre les financements, la lutte contre cette emprise territoriale est absolument clé.

Nos échanges, et c'est la nouveauté de cette cinquième édition des conférences « No Money For Terror », ont également porté sur les territoires qui ont connu une emprise terroriste et qui ont été confrontés au défi, justement, de permettre la réintégration dans les circuits financiers internationaux. C'est l'un des points sur lesquels je voudrais conclure.

Aussi important que tous les éléments de lutte et quelques priorités additionnelles sur lesquelles je voulais ici insister, lorsque nous libérons des territoires de l'emprise terroriste, il est très important d'être collectivement efficaces pour la réinsertion financière et la réinclusion financière des territoires libérés. On l'a vu parfois dans des batailles que nous avons perdues ou insuffisamment gagnées : à chaque fois qu'on gagne contre un groupe terroriste, si derrière le développement économique, la normalisation politique et administrative ne s'installent pas, les groupes terroristes reviennent.

Parce qu'en quelque sorte, ils proposent des opportunités économiques informelles.

On l'a vu pendant malheureusement plusieurs années au Sahel. À chaque fois que nous gagnons contre un groupe terroriste, que nous le poussons hors d'une emprise territoriale, il est nécessaire de permettre très rapidement aux territoires libérés d'être réinclus dans les enceintes internationales. La réinclusion financière est un aspect central du combat contre le terrorisme.

Il s'agit de lutter contre ses causes profondes en réunissant les conditions de l'accès humanitaire, de la stabilisation, du développement économique et de la reconstruction. Et ce sera clé, d'ailleurs, dans plusieurs pays du Moyen-Orient - je pense à la Syrie, je pourrais penser à beaucoup d'autres - où cette réinclusion est très importante et est à organiser de manière tout à fait véloce et structurée. Je le dis tout autant pour la Syrie que pour les chers voisins de celle-ci, dont le Liban, puisque le ministre nous fait l'honneur d'être présent parmi nous. C'est pour cette raison aussi que la France a soutenu l'adoption pérenne de la résolution des Nations unies 2664, prévoyant une exemption humanitaire transversale pour les régimes de sanctions.

Nous le savons parce que nous y avons été confrontés. Dans des pays où des régimes de sanctions existent, on s'était parfois trouvé confrontés à l'impossibilité de financer des actions humanitaires. Cette résolution est venue régler ce problème et il est absolument clé.

Par ailleurs, le retour des services financiers régulés dans les territoires contribue aussi à la transparence des transactions qui vont y opérer et donc à la prévention des futurs criminels. En somme, dès qu'on gagne contre les groupes terroristes, il faut très vite réinclure, normaliser et recréer un cadre régulé financier, car c'est ce qui coupe les potentielles voies de financement nouveau pour d'autres activités terroristes à venir.

Ainsi se concluent donc les cinquièmes éditions des conférences « No Money For Terror ». L'agenda que vous avez bâti est clair.

Je veux ici vous dire que la France s'efforcera de porter ses résultats sans relâche.

Nous le ferons dans le cadre, et le ministre vous l'a dit, de la présidence du G7 que nous assurons cette année, et nous le ferons aussi avec tous nos partenaires en parfaite intelligence.

Notre mobilisation ne pourra retomber aussi longtemps que des actes terroristes trouveront financement. C'est absolument indispensable.

Nous devons continuer d'agir.

Sur la base de tout ce qui a été fait ces dernières années, de tout ce que je viens d'essayer de manière imparfaite, sans être trop rapide, de récapituler, mais aussi sur la base des quelques priorités nouvelles qui sont les nôtres, il nous faut redoubler d'actions.

C'est ce que nous devons à la sécurité et la sûreté de nos populations, c'est ce que nous devons pour avoir, le monde dans lequel nous voulons vivre, un monde de paix, de stabilité, où les actions terroristes n'ont pas prise. Ceci suppose aussi d'être organisés pour continuer d'avoir un cadre transparent, sain, pleinement souverain, dans une coopération efficace et qui nous permette de bâtir la paix d'aujourd'hui et de demain.

Je veux vous remercier très chaleureusement de votre présence, mais du travail que vous conduisez tout au long de l'année et avec vous, l'ensemble de vos équipes, et je le dis aussi pour l'ensemble des équipes françaises qui sont ici présentes et dans tous les ministères représentés, qui œuvrent chaque jour avec une détermination absolue pour lutter contre le terrorisme et pour lutter contre la criminalité organisée.

Je vous remercie.